



JEUN ▶ ESS

Économie Sociale et Solidaire

NOTORIÉTÉ DE L'ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ET ATTENTES DE LA JEUNESSE

- Note de synthèse de l'Institut CSA -

N°1100760

Juin 2011



Fiche technique du sondage

Sondage exclusif CSA / Jeun'ESS réalisé par internet du 1^{er} au 7 juin 2011.

Echantillon national représentatif de 535 personnes âgées de 16 à 30 ans réalisé d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille et niveau de diplôme), après stratification par région.

Principaux enseignements

L'étude éclaire les tensions avec lesquelles les jeunes sont en prise ; tiraillés entre contraintes économiques et aspirations. Ils font en effet part d'une posture de résignation en répondant à leurs préoccupations premières que sont la stabilité de l'emploi et la rémunération en choisissant de privilégier professionnellement les secteurs public ou privé alors même que le secteur de l'économie sociale et solidaire peut correspondre à leurs aspirations sur le plan des valeurs. Par ailleurs, on perçoit un certain manque de lisibilité du secteur de l'ESS et du type de structures dans lesquelles il s'incarne.

Cette difficulté à identifier concrètement les opportunités offertes par le secteur explique en partie que la forte adhésion des jeunes aux principes et valeurs de l'ESS ne s'exprime pas en termes d'attractivité du secteur.

L'Economie Sociale et Solidaire : une notoriété non négligeable mais peu précise

49% des 16-30 ans interrogés ont déjà entendu parler de l'ESS, l'Economie Sociale Solidaire. Une proportion non négligeable en particulier auprès de ceux qui sont issus d'un foyer favorisé (63% pour les répondants dont le chef de famille est cadre ou profession libérale), des chômeurs (57%) et des 18-24 ans (53%). **Mais cette notoriété reste peu précise**, seuls 12% des 16-30 ans disent savoir clairement ce dont il s'agit, contre 37% qui ne le savent pas vraiment. Une notoriété renseignée qui s'accroît avec le niveau de diplôme : 23% des plus diplômés déclarant savoir ce dont il s'agit.

Une image très positive auprès de ceux qui connaissent cette économie

Le secteur bénéficie d'une image positive auprès de ceux qui le connaissent (85% de ceux qui ont entendu parler du secteur en ont une image positive, soit 42% de l'ensemble des répondants). L'image du secteur ne suscite pas de débat et toutes les catégories de jeunes partagent ce regard très positif.



Un secteur peu lisible dans sa globalité mais qui s'appréhende mieux par les structures qui en font parties

Si moins de la moitié des jeunes ont déjà entendu parler de l'Economie Sociale et Solidaire, **les structures de l'ESS sont quant à elles largement connues et appréciées**. En effet, 83% des jeunes ont une image plutôt positive des associations. Suivent ensuite les entreprises sociales et les coopératives (69%), les mutuelles (67%) et enfin les fondations (60%).

Les jeunes femmes sont notamment les plus sensibles aux actions des acteurs de l'ESS : 87% ont une image positive des associations (contre 78% chez les hommes). Une tendance qui se vérifie à l'égard des entreprises sociales (73% contre 65%), des coopératives (73% contre 64), des mutuelles (71% contre 63%) et des fondations (62% contre 58%). De la même façon, les chômeurs perçoivent positivement l'ESS et ses acteurs principaux : 91% ont une image plutôt positive des associations et 73% des fondations (contre 83% et 60% pour l'ensemble des jeunes).

Ainsi, si les jeunes ne semblent pas majoritairement connaître l'ESS, ils connaissent en revanche assez largement les structures de celle-ci sans pour autant savoir qu'elles en dépendent. En effet, si les entreprises sociales et les associations appartiennent assez clairement au secteur de l'Economie Sociale et Solidaire pour 84% et 77% des jeunes qui les connaissent, ce lien apparaît plus délicat à évaluer pour les autres structures de l'ESS. Plus de la moitié (51%) des jeunes qui connaissent les mutuelles pensent que ces dernières n'appartiennent pas à l'ESS.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire manque donc de lisibilité pour les jeunes qui connaissent mieux les structures qui en font parties que l'appellation globale.

Quelle que soit leur connaissance du secteur, les jeunes adhèrent massivement aux principes de l'ESS...

Co-décision, développement durable et intérêt général... les répondants sont très majoritairement favorables à la mise en œuvre de ces principes dans les entreprises et les organisations. 90% estiment que « l'utilisateur devrait être informé et pouvoir participer à la décision », 90% que « le projet mis en œuvre devrait s'inscrire dans une politique de développement durable », 87% « qu'une activité économique devrait participer à la création de liens sociaux et l'expression d'une solidarité », 85% que « le projet mis en œuvre devrait poursuivre un intérêt



général ou social plutôt que financier », et 84% que les « décisions devraient être prises de manière collective et concertée selon le principe « une personne, une voix » ».

...et ils considèrent les structures de l'économie sociale et solidaire comme des acteurs de confiance pour faire évoluer la société dans le bon sens loin devant les pouvoirs publics et les entreprises privées

L'adhésion aux principes se vérifie dans la confiance mise dans les structures de l'ESS pour faire évoluer la société dans le bon sens (79%). Elles devancent les pouvoirs publics et les entreprises privées lucratives placés dos à dos avec 50% de confiance chacun.

Bien que l'image du secteur soit positive, le projet professionnel des jeunes ne s'incarne pas en priorité vers l'ESS

Interrogés sur le secteur dans lequel il préférerait travailler : **42% des jeunes choisissent le secteur public, 35% le secteur privé lucratif et 23% citent le secteur de l'ESS.** Face aux contraintes économiques et sociales, le choix professionnel se tourne d'abord vers la sécurité, puis vers la rémunération avant celui de l'utilité sociale. Nous le verrons cela correspond clairement à la hiérarchie des attentes dont font part les répondants à l'égard de leur vie professionnelle.

Cette hiérarchie globale de l'attractivité des secteurs masque d'importantes disparités en fonction du genre, de l'âge et du capital économique et culturel du répondant.

Les jeunes femmes font part d'un intérêt plus grand que les jeunes hommes pour le secteur public (47%, contre 37% pour les hommes), d'un intérêt plus important également pour le secteur de l'économie sociale et solidaire (29%, contre 18% des hommes) et d'un intérêt moindre pour le secteur privé (24%, contre 45% pour les hommes).

Les plus jeunes (16-17 ans) sont d'abord attirés par le secteur privé (39%, contre 38% pour le secteur publics et 23% pour l'économie sociale et solidaire). En avançant en âge, l'intérêt pour le secteur public s'accroît : 41% pour les 18-24 ans et 44% pour les 25-30 ans.

Enfin, les jeunes issus de catégories favorisées semblent plus intéressés par le secteur de l'économie sociale et solidaire que les jeunes des catégories populaires (26%, contre 16%).

Soulignons également le fort intérêt des chômeurs pour ce secteur (35%) ; ils se montrent attirés par la résolution des problèmes auxquels ils sont confrontés.



Cette relativement faible attractivité du secteur se vérifie lorsque la question est posée très directement. A la question « le fait qu'une offre d'emploi relève du domaine de l'Economie Sociale et Solidaire vous inciterait-il à y postuler ? », la majorité répond « un peu » (57%), 27% répondent « beaucoup ». Ce chiffre atteint 31% pour les femmes, 34% pour les CSP+, et 35% pour la région parisienne, tandis que 29% des ouvriers mais également 24% des sans diplômes ne sont pas du tout intéressés.

Leurs attentes professionnelles prioritaires se concentrent en effet sur la stabilité et la rémunération

Cette attractivité modérée du secteur s'éclaire lorsque l'on interroge les jeunes sur **leurs attentes à l'égard du travail**. Ces dernières se cristallisent en effet nettement sur deux éléments : **la stabilité et une certaine garantie de l'emploi (45%) et une forte rémunération (38%)**. Ces éléments devancent les dimensions plus « post-matérialistes » que sont l'utilité sociale (26%), le relationnel (20%) ou la participation à un projet collectif (15%). Ces attentes expliquent l'attractivité prioritaire du secteur public et, dans une certaine mesure, du secteur privé.

Un déficit de notoriété qui influe sur l'attractivité du secteur

La contradiction apparente entre une adhésion massive aux valeurs de l'ESS et la faible attractivité du secteur s'explique également par une perception imprécise des opportunités du secteur. Si la notoriété de l'ESS n'influe pas sur le choix d'une carrière dans le secteur public, **les jeunes qui déclarent avoir une connaissance de l'ESS s'y engageraient plus volontiers que dans le secteur privé lucratif (32% contre 27%)**.

L'engagement associatif plus attractif que l'engagement syndical ou politique

Enfin, interrogés sur leur souhait d'engagement, **22% répondent qu'ils ne souhaitent pas s'engager, 47% qu'ils sont attirés par la vie associative, 14% par l'action syndicale et 10% par la vie politique**. On peut ainsi retenir l'idée que plus des ¾ des jeunes ne sont pas opposés à l'idée de s'engager d'une manière ou d'une autre dans la société.

Le détail du sondage est disponible en téléchargement sur le site
www.jeun-ess.fr